

L'an deux mil neuf, le vingt cinq septembre à vingt heures trente, le conseil municipal de la commune d'Exireuil, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie d'Exireuil, sous la présidence de M. BILLEROT Jérôme, maire.

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de présents : 15

Nombre de votants : 15

Date de la convocation : 17 septembre 2009

Présents : BILLEROT Jérôme, SIMONNET Christophe, MOTILLON Pascal, GUYON Sophie, SABOURIN Jean-Luc, AUVRAY Laetitia, BERNARD Sylvie, CHAUVET Lucette, DOMINEAU Samuel, FOURNIER Daniel, GRIGNON Maryse, LUTTIAU François, RUSSEIL Stéphane, SEIGNEURET Jean-Luc, VIVIER Sylvie.

Absents – excusés : /

Secrétaire de séance : LUTTIAU François.

1) Convention de partenariat avec l'Association Intermédiaire du St Maixentais pour chantier d'insertion

Monsieur le maire présente au conseil municipal, le texte de la convention fixant les règles de partenariat entre la commune d'Exireuil, maître d'ouvrage et l'Association Intermédiaire du St Maixentais – 22 avenue Gambetta – 79400 St Maixent l'Ecole, maître d'œuvre, dans le cadre d'un chantier d'insertion.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- accepte les termes de ladite convention, jointe en annexe ;
- autorise la signature par M. le maire.

2) Tarif du repas du personnel en chantier d'insertion

Monsieur le maire rappelle au conseil l'article 3 – 4 de la convention acceptée entre la commune d'Exireuil et l'Association Intermédiaire du St Maixentais fixant les règles d'accueil des salariés en chantier d'insertion.

Sur proposition de M. le maire, le conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- fixe le tarif du repas à 4,00€ - la facturation sera adressée à l'Association Intermédiaire du St Maixentais.

3) Formation à l'utilisation d'un « défibrillateur automatisé externe »

Monsieur le maire rappelle la décision d'acquisition d'un défibrillateur, prise lors de la réunion du 28 août 2009.

Afin d'en optimiser l'utilisation, sur proposition de M. le maire, le conseil municipal, à l'unanimité :

- décide de souscrire une session de formation auprès d'un organisme spécialisé ;
- décide de solliciter l'organisme « ATLANTIQUE ACTION FORMATION » pour une session (5 à 12 personnes).

4) Désaffectation du chemin rural dit du Grand-Patis et d'une partie du plan communal à « La Boutinière »

Monsieur le Maire présente le plan du village de « la Boutinière » :

- un chemin rural, dit « du Grand-Patis » aboutissant dans ce village, qui desservait autrefois des terrains, n'est plus accessible.
- sur l'espace communal formé à l'angle ce même chemin dit « du Grand-Patis » et du chemin rural dit « des Taillées », un espace, situé trop proche de quelques habitations ne peut être utilisé à des fins de voies.

Sur proposition de M. Le maire,

Vu le code général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-19 ;
Vu le Code rural et notamment ses articles L. 161-1, L.161-2 et L 161-10 ;
Considérant que la commune est propriétaire du chemin rural dénommé « du Grand-Patis », situé entre des terrains privés et que ce chemin en raison de son état n'est pas utilisé par le public ;
Considérant que l'espace formé par l'angle de ce même chemin dit « du Grand-Patis » et du chemin rural dit « des Taillées », autour des propriétés n° 6 et 8, ne peut être utilisé en tant que voie ;

Le conseil municipal, décide, à l'unanimité :

- de désaffecter la totalité du chemin rural dit « du Grand Patis » ;
- de désaffecter une partie de l'espace communal du village ;
- que cette désaffectation fera l'objet d'un bornage, avant enquête, pour en fixer exactement la limite ;
- de procéder à une enquête publique ;
- d'autoriser M. le maire à prendre tous les actes nécessaires à la poursuite de cette affaire.

5) Modalités de cession de ce terrain désaffecté

Monsieur le maire expose aux membres du conseil, qu'après désaffectation, du chemin rural dit « du Grand-Patis » et d'une partie de l'espace communal à « la Boutinière » il y a obligation de procéder à une enquête publique, avant cession.

La procédure sera lancée prochainement et M. le maire propose au conseil de décider d'ores et déjà des modalités de la vente.

Le conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- demande à M. le maire de faire borner des lieux ;
- fixe le tarif de cession du terrain à 0,50€ le m², ce à quoi s'ajouteront, les frais d'acte.

Cette cession fera l'objet d'une nouvelle délibération, à l'issue de l'enquête publique.

6) Aménagement de chemins piétonniers et pistes cyclables : sur le Budget investissement « Commune » : création d'une « Opération » et mise en place de crédits. (DM n° 2)

Monsieur le maire propose au conseil de créer une opération budgétaire spécifique, pour la réalisation du projet de chemins piétonniers et de pistes cyclables.

Sur proposition de M. le maire, le conseil municipal, décide à l'unanimité :

de la modification budgétaire suivante – Budget commune – section d'investissement :

Opération ONA :

Chapitre 23

Compte 2315 : installations techniques et out. de voirie..- 100 000€
Total : - 100 000€

Opération n° 28 : chemins piétonniers et pistes cyclables

Compte 2315 : installations techniques et out. de voirie + 100 000€
Total : +100 000€

7) Ouverture d'une classe

M. le Maire expose au conseil municipal le contenu du courrier de Mme l'Inspectrice d'Académie des Deux-Sèvres, reçu le 21 septembre 2009, informant de l'ouverture d'un poste à l'école primaire publique, après consultation du comité technique paritaire départemental le 7 septembre 2009.

En conséquence,

Vu la Loi 83-663 du 22 juillet 1983, complétant la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétence entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Sur proposition de M. le maire, le conseil municipal, à l'unanimité :

- accepte l'ouverture d'une classe à l'école primaire.

